

Deux Millions ...

Taha Hussein

Kawkab al-Sharq, 10 October 1933

L'un des deux millions fut accordé par notre grand dictateur aux malheureux sujets avant qu'il ne quittât l'Égypte le printemps dernier pour se faire soigner et se reposer, et se préparer à démissionner ou à être révoqué ; l'autre est celui que le nouveau ministre des Finances veut accorder aux malheureux sujets, pour servir de bon présage et de moyen de publicité au nouveau ministère.

Il ne fait aucun doute que le dictateur démissionnaire n'a pas oublié la publicité, ni le soin de garder bon souvenir de lui dans l'esprit de ses malheureux sujets, lorsque sa grande âme a daigné épargner aux petits sujets ce million ; et il ne fait pas davantage de doute que notre grand ministre des Finances n'oublie pas la publicité, ni le gain de partisans et de soutiens, lorsque son âme généreuse daigne épargner à cette population démunie cet autre million.

Il est certain que Sidqi Pacha n'a tiré aucune publicité, large ou étroite, du million qu'il a cédé, et il est certain, de même, que Sabry Bey n'en tirera aucune du million qu'il cède. Le peuple a accueilli le million de Sidqi Pacha avec froideur, et accueillera de même celui de Sabry Bey avec froideur ; Dieu seul sait comment le million de Sidqi Pacha a été réparti, et Dieu seul sait comment celui de Sabry Bey le sera.

Mais ce qui mérite réflexion et méditation, ce qui appelle mûre considération, c'est que ces deux grands hommes trouvent des millions avec une telle facilité, des millions que beaucoup de ministres des grands États riches leur envieraient. Sidqi Pacha a trouvé un million au lendemain du dernier budget, et Sabry Bey aurait, dit-on, économisé un million au cœur même du budget en cours, et ni l'un ni l'autre n'a réduit, ni même songé à réduire, les traitements des fonctionnaires, et ni l'un ni l'autre n'a abandonné, ni songé à abandonner, les grands projets auxquels l'État consacre son argent, que ces projets servent ou non à quelque chose.

Et tout le monde sait que, quelle que soit la compétence de ces deux hommes, l'étendue de leur expérience, leur capacité d'invention, Dieu tout-puissant ne leur a pas donné le pouvoir de créer quelque chose à partir de rien, ni de dire aux millions : « Soyez », pour qu'ils soient.

Ces deux grands hommes devaient donc disposer d'une somme d'argent dont l'État n'avait pas eu besoin l'année dernière, que Sidqi Pacha a alors offerte au peuple — et quel peuple ! —, et dont il n'a pas besoin cette année, que Sabry Bey offre à présent au peuple — et nous verrons quel peuple.

Cette somme a dû être prise aux sujets, car Dieu n'a pas habitué notre ministère, ni aucun autre, à faire pleuvoir sur lui l'or, l'argent ou le papier ; et si cette somme a été prise aux sujets, et que les sujets sont malheureux, désespérés, indigents, privés, nombre d'entre eux cherchant le pain quotidien de leurs fils et de leurs filles sans le trouver, après peine et labeur, après effort et longue souffrance, alors il paraît assez évident, à mon sens, que l'État se montre dur, excessivement dur, qu'il pousse trop loin, dépasse toute mesure, en exigeant de l'affamé et du privé, de l'indigent et du malheureux, qu'il lui livre de l'argent dont l'État n'a pas besoin, et de l'argent dont il a besoin, et de l'argent dont lui-même a besoin d'une petite part simplement pour vivre.

Cela signifie que l'État ne perçoit pas l'impôt — ou plutôt, ne perçoit pas de l'impôt ce qui répond à son besoin de veiller aux intérêts et aux affaires des gens — mais leur extorque purement et simplement leur argent, leur pompe purement et simplement leur sang, et leur presse la chair jusqu'à sec, ne leur laissant que la peau collée à l'os, rien de plus. Et si elle avait pu leur laisser moins que cela, elle l'aurait fait. Cela signifie que ces fouets qui s'abattaient sur le dos de ceux qui ne pouvaient payer ce que l'État leur réclamait en argent n'étaient pas les fouets d'un droit qui exige résolution et fermeté, ni les fouets d'une justice qui recourt à la sévérité et à la force, mais les fouets d'une injustice criante, d'une oppression qui n'avait pas honte de montrer aux gens, en plein jour, son visage hideux et repoussant.

Cela signifie que ces pauvres et ces riches, ces gens de peu de moyens et de moyens abondants, dont on saisit sans droit la récolte agricole pour satisfaire ce que l'État réclame en argent, subissent les conséquences de cette saisie et en supportent le poids matériel et moral sans qu'aucune nécessité contraignante n'y pousse l'État, sans qu'aucune nécessité pressante ne s'impose à lui, mais simplement parce que l'État veut percevoir de l'argent, veut seulement percevoir de l'argent, et veut percevoir de l'argent quel qu'en soit le coût en oppression des gens et en dureté envers eux, en dépassement de la loi et en écart des pratiques habituelles de son application.

Cela signifie aussi que le précédent ministère a mal compris le rôle du gouvernement, et qu'il jugeait, semble-t-il, que le gouvernement n'est qu'un instrument de l'État pour percevoir de l'argent par tous les moyens, pour en faire venir par toutes les voies, plutôt qu'un instrument de l'État au service du peuple et de l'allègement de ses charges, pour garantir les intérêts des gens et faciliter leurs affaires.

Et si telle fut la compréhension du précédent ministère quant à la gouvernance, et son appréciation du lien entre l'État et le peuple, il n'est guère étrange que cette politique ait conduit le peuple à l'état misérable où il se trouve, et le précédent ministère à la fin misérable qu'il a connue, et qu'elle ait corrompu l'opinion des gens sur le ministère — bien plus, leur opinion sur les principes mêmes sur lesquels le ministère se fondait — et effacé de l'esprit des gens ce sur quoi devrait se fonder la gouvernance, non pas, dis-je, l'amour et l'affection, mais la confiance et la bonne foi, qui préservent les gens de l'injustice et de l'oppression, et qui remplissent leur cœur de l'assurance que le gouvernement les sert et ne leur fait pas tort, et qu'il ne perçoit d'eux d'argent que dans la mesure où le requièrent leurs intérêts et leurs affaires.

Il n'est pas non plus étrange que le précédent ministère se soit livré à cet excès de dépenser sans compter dans ce qui ne sert à rien et n'apporte aucun profit, ou dans ce qui aurait pu être ajourné et différé pendant de longues années.

Oui, et il n'est pas étrange que des conférences se tiennent en Égypte tandis que des délégués sont envoyés à l'étranger pour assister à des conférences ailleurs ; que l'opéra donne sa saison élégante et divertissante durant les nuits d'hiver ; que des immeubles imposants s'élèvent là où le besoin ne s'en fait pas sentir ; que des étrangers soient invités à donner des conférences, ou pour ne donner aucune conférence du tout ; que notre argent traverse la mer pour s'installer dans les caisses des journaux européens, et pour prodiguer à nos légations des couleurs éclatantes de faste.

Rien de cela n'est étrange, tant que l'État perçoit l'argent comme il le percevait, et dépense l'argent avec excès comme il le dépensait, jusqu'à ce que, l'exercice financier tournant, Sidqi Pacha, après tout ce faste et ce gaspillage, trouvât un million à offrir en cadeau à qui il voulait favoriser avant de partir se soigner ; et à peine l'exercice financier avait-il atteint sa moitié, le gouvernement dépensait à sa guise, à droite et à gauche, que le nouveau ministre parvenait à trouver un million qu'il veut

donner au peuple sans toucher aux traitements des fonctionnaires, sans toucher aux grands projets. Peut-être a-t-il économisé ce million sur les dépenses d'encre, de papier et de crayons !

Et le résultat manifeste et clair de tout cela est vraiment affligeant — il tord les cœurs et déchire l'âme, et montre la vie de ce peuple malheureux dans un état de misère et de dureté où ne peut trouver le repos ni la conscience d'un homme civilisé, ni l'âme d'une personne raffinée. Car un État qui, après tout ce faste où nous vivons, se procure ainsi des millions, doit assurément être riche, et nous disions il y a des mois, et nous le disons encore aujourd'hui, que la richesse fastueuse d'un État aux côtés de la pauvreté et de la misère fastueuses d'un peuple n'est pas signe d'une gouvernance droite, fondée sur la justice, l'équité, la miséricorde et la bienveillance envers les gens, mais signe de quelque chose d'autre que nous préférerions ne pas appeler par son nom hideux. Et si les dépenses de l'État sont estimées à ces millions chaque année, et si l'on peut ensuite en tirer un million avec la facilité qui a étonné le conseiller financier anglais, comme l'a dit Al-Ahram hier, il ne fait aucun doute qu'une économie saine et une gestion loyale mèneraient à une réduction très substantielle de ces dépenses, épargnant au contribuable bon nombre de ces lourdes charges qui pèsent sur lui et le poussent à la gêne.

Les Égyptiens doivent donc se réveiller, réfléchir à ce lourd fléau qui gâte leur vie et ruine leurs affaires, et se demander comment le parlement surveillait la gestion du budget par le ministère, comment le parlement a pu laisser passer ce budget tel qu'il est passé, et comment on lui a dit que le ministère avait enduré grande peine et grand effort pour équilibrer ce budget et atteindre une exacte équivalence entre recettes et dépenses. Si cette affirmation avait été vraie, il n'aurait pas été possible à Sidqi Pacha de trouver son million en fin d'année, ni à Sabry Bey de trouver le sien à mi-parcours.

Oui, et les Égyptiens doivent se réveiller et se demander comment le nouveau ministre des Finances est parvenu à trouver ce million, puisque le communiqué officiel nous informe de la manière dont il s'y est pris. Nous sommes devant l'une de deux possibilités : soit Sabry Bey l'a économisé sur des dépenses auxquelles on ne pouvait échapper, et il se trompe alors gravement, exposant les intérêts de l'État au péril ; soit il l'a économisé sur des dépenses que le besoin n'appelait pas et que la nécessité n'exigeait pas, et Sidqi Pacha s'est alors montré dilapidateur de l'argent de la nation, mauvais juge de l'équilibre entre recettes et

dépenses.

Et combien nous aimerions entendre l'avis de Sidqi Pacha sur ce nouveau million que Sabry Bey a économisé en moins d'une semaine ; car au début de ce ministère, Sidqi Pacha faisait dire par son journal qu'il fallait mettre en garde le nouveau ministre des Finances contre la promesse d'économies, l'économie étant impossible. Nous aimerions savoir comment le ministre des Finances a économisé ce million, et ce que Sidqi Pacha pense de cette économie.

Et nous aimerions, avant tout et après tout, que les Égyptiens prennent conscience des dangereuses formes de folie qui les entourent, eux et leurs affaires : voici des gens que l'on presse fortement, que l'on accable fortement, que l'on contraint de payer en argent plus qu'ils ne peuvent supporter, puis que l'on se montre dilapidateur dans la dépense de ce qu'on leur a pris, le dépensant à sa guise ; puis, lorsqu'on a besoin de publicité et de gagner les cœurs, on se retourne vers ce peuple démuné avec quelque hauteur et quelque orgueil, lui témoignant faveur et bienveillance avec une part de ce qui lui a été pris par la force, la violence et la souffrance imposée.

Non ; Sidqi Pacha n'a fait don de ce million à personne — il n'a fait que rendre ce qui n'aurait jamais dû être pris ; et Sabry Bey ne fera pas don de ce million à personne — il ne fait que rendre une part de ce qui n'aurait jamais dû être pris.

Et si les affaires des gens, dans ce malheureux pays, avaient été mises en ordre, on leur aurait rendu davantage qu'on ne leur donne aujourd'hui en cadeau, et l'on aurait demandé aux ministres des comptes sur cette souffrance imposée aux gens pour percevoir un argent dont les preuves montrent, jour après jour, qu'il est bien plus que ce dont le gouvernement a besoin.

Mais comment les affaires des gens pourraient-elles être mises en ordre, alors qu'ils n'ont aucune part à leur gestion ?